



Secrétariat International

Parti Socialiste

12.09.07

L'évolution de la politique étrangère de la France depuis l'élection de Nicolas Sarkozy

Évolution de la politique étrangère française depuis l'élection de Nicolas Sarkozy

**Point de presse de Pierre Moscovici
Secrétaire national aux Relations Internationales**

Mercredi 12 septembre 2007

I - Les promesses du candidat, ses discours, ses actions

Ce qui frappe, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, c'est d'abord l'absence d'une vision globale de la politique étrangère de la France. Cette absence peut expliquer les hésitations de la diplomatie française. On remarque également que sur plusieurs points importants de la politique étrangère les déclarations et les actes du Président de la République et de la diplomatie française sont en contradiction avec les positions du candidat Nicolas Sarkozy. C'est aussi le cas des relations avec l'administration Bush, mais dans ce domaine, la position électoraliste de Nicolas Sarkozy dans les derniers jours de la campagne, s'efface devant les convictions atlantistes bien ancrées.

Notre objectif n'est pas de critiquer systématiquement les déclarations et actions de Nicolas Sarkozy en matière de la politique étrangère. Il y a un style Sarkozy, activiste : Traité simplifié, intervention sur le Darfour, Union euro méditerranée, infirmières bulgares, rencontre avec Bush, visite de Bernard Kouchner en Irak et au Liban. Mais quelles lignes de force ? Le mouvement pour le mouvement, la place de la France, mais aussi les gestes envers les Etats-Unis. «Il court vite, mais où va-t-il ? » (The Economist). Quand le Président Sarkozy désavoue le candidat Sarkozy et que cela va dans le bon sens, nous en prenons acte. Deux exemples :

- **La Turquie** : Nicolas Sarkozy était contre l'adhésion de ce pays à l'Union européenne et contre la poursuite des négociations entre l'UE et la Turquie pour des raisons électoralistes, justifiant son opposition par le fait que, disait-il, ce pays ne se trouve pas géographiquement en Europe. Je ne sais pas si la géographie a changé depuis quatre mois, mais la nouvelle approche de Sarkozy, sous la pression des autres pays membres de l'Union et la Commission européenne, va dans le bon sens. Le Parti socialiste a toujours pensé qu'on ne peut pas préjuger de l'issue des négociations avec la Turquie, mais il est bon que l'UE tienne sa parole et poursuive les négociations avec ce pays jusqu'au bout.

- **Le Liban** : Nous avons pris acte des efforts de la diplomatie française, en rupture avec l'approche de Jacques Chirac, fondée sur des amitiés et des inimitiés personnelles, attachée à un clan et à une famille, pour rapprocher et faciliter le contact entre la majorité et l'opposition libanaise en vue d'une solution politique de la crise que traverse ce pays.

Cela dit, nous constatons un revirement sur de nombreux sujets de la politique étrangère chez Nicolas Sarkozy qui nous inquiète profondément.

On dit souvent en France qu'il existe une certaine unanimité entre la gauche et la droite en ce qui concerne la politique étrangère. Si cette affirmation a pu s'avérer globalement juste dans le passé, on perçoit très clairement aujourd'hui ce qui distingue une politique étrangère de gauche, axée sur les droits de l'homme et la démocratie, multilatéraliste, européenne, autonome des Etats-Unis, qui se distingue nettement de celle qui est menée par Nicolas Sarkozy.

II - On la distingue d'abord sur le plan des valeurs et la démocratie, des droits de l'Homme et de l'humanisme.

- On connaissait la position du candidat Nicolas Sarkozy sur « l'immigration choisie ». On connaît maintenant sa vision de « **l'homme africain qui n'est pas assez entré dans l'histoire** », comme il l'a affirmé dans son discours à Dakar, le 26 juillet. Un discours teinté de préjugés « néo-colonialistes », qui a soulevé une vague d'indignation chez de nombreux intellectuels africains et dans le reste du monde.
- L'insistance du président Sarkozy sur le danger « **d'une confrontation entre l'Islam et l'Occident** » comme étant « **le premier défi auquel le monde est confronté** » n'est qu'une construction des penseurs néo-conservateurs américains. Certes, nous sommes conscients de l'importance de la lutte contre les réseaux terroristes, qui menacent non seulement la sécurité des citoyens de l'Occident mais aussi celle des pays musulmans. Cette lutte, il faut la mener avec fermeté et sur tous les plans, y compris en cas de besoin militairement. Mais, la notion d'une « guerre contre le terrorisme », chère à George Bush, est dangereuse pour l'avenir du monde. Les groupes terroristes extrêmement minoritaires et quelques groupuscules fondamentalistes indonésiens et nigériens rêvant « d'instaurer le khalifat », évoqués par Nicolas Sarkozy dans son discours sur la politique étrangère pour dire que « nous aurions tort de sous-estimer la possibilité ... de cette confrontation entre l'Islam et l'Occident » est proprement une idée néo-conservatrice. **Cette affirmation confond ces groupuscules avec l'ensemble des musulmans.** D'où l'incroyable proposition de Sarkozy : pour « prévenir une confrontation entre l'Islam et l'Occident » il faut « aider les pays musulmans à accéder à l'énergie nucléaire ». La fourniture d'une centrale nucléaire au dictateur libyen s'inscrirait-elle dans cet objectif ?

Pour lutter efficacement contre le terrorisme, il faut certes des actions armées quand elles sont indispensables, **mais aussi lutter contre tout ce qui alimente le terrorisme** : les inégalités entre le Nord et le Sud aggravées par la mondialisation triomphante, les conflits régionaux, l'absence d'un véritable dialogue entre les cultures, une contribution plus efficace pour résoudre politiquement des conflits tels que celui qui se déroule en Irak et en Afghanistan.

- Enfin, dans la politique étrangère de Nicolas Sarkozy, il n'y a pas de place pour **la démocratie et les droits de l'homme**. Sa visite au Maghreb, notamment en Tunisie où il a refusé (de même que la Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme qui l'accompagnait) de rencontrer les défenseurs des droits de l'homme et la société civile tunisienne, en est un exemple. Autre exemple, son indulgence nouvelle envers la Russie de Poutine, qui certes « jouerait son rôle avec une certaine brutalité », mais dont l'Europe attend « une contribution importante et positive au règlement des problèmes de notre temps que son statut retrouvé justifie. »

III – Relations bilatérales, intérêts vitaux de la France, paix et sécurité dans le monde : une vision dépassée et proche des néo-conservateurs américains.

L'absence chez Nicolas Sarkozy d'une vision globale et cohérente, correspondant à la réalité du monde dans lequel nous vivons, se traduit par une conception dépassée de la politique étrangère. **Les déclarations et actions de Nicolas Sarkozy se traduisent par une vision du monde dans laquelle l'Europe et l'Amérique du nord « pilotent » les grandes affaires du monde, sans mesurer la multipolarité** qu'impose l'irruption dans le concert international des grands pays émergents (Brésil, Union indienne, Chine...) non seulement sur le plan politique (Nations Unies, G 8...), mais aussi dans les grandes négociations commerciales (OMC, WTO...).

De ce point de vue, le projet que développe Nicolas Sarkozy pour les organisations internationales, en particulier celles du système des Nations Unies, est très proche de celui des néo-conservateurs, où **les grands Etats imposent une forme de directoire, à l'opposé des exigences du temps et des nouveaux défis recensés par le Sommet du Millénaire**, qui nécessitent une réforme en profondeur de ces organisations parallèlement à leur démocratisation, ainsi que le préconisent les socialistes (PS et Internationale socialiste). La multipolarité dont le Président Sarkozy se méfie ne peut pas dériver vers la confrontation. Nicolas Sarkozy ne peut résoudre à lui seul, et même avec le concours de George Bush tous les problèmes de la planète.

La seule cohérence, dans le discours et surtout dans les actions de Nicolas Sarkozy, est son penchant atlantiste.

Quatre exemples :

L'Irak :

Alors que les Etats-Unis cherchent une porte de sortie en Irak, la visite de Bernard Kouchner à Bagdad aurait pu être bénéfique pour les relations entre la France et l'Irak. **D'ailleurs, nous n'avons pas critiqué cette visite dans son principe.** Dans son discours devant les ambassadeurs, Nicolas Sarkozy fait une description assez juste de la situation irakienne, mais en pratique la diplomatie française ne parvient pas à se libérer du penchant atlantiste du Président de la République.

Une fois sur place et surtout après son retour, Bernard Kouchner, soutenu en cela par le Président de la République, a suggéré aux Américains de remplacer le Premier ministre Nouri al-Maliki, reprenant ainsi à son compte la demande de ses interlocuteurs Arabes sunnites. Il a même avancé le nom d'Adel Abdel Mahdi pour le remplacer mettant dans l'embarras ce dernier, mais aussi le Président Talabani qui était à l'origine de l'invitation du ministre français. Cette demande était d'autant inadmissible qu'avant sa visite en Irak, le ministre vantait (libération 27 août 2007) « un Irak démocratique- doté d'une Constitution adoptée par référendum et le suffrage universel direct ». Des excuses présentées par le ministre des Affaires Etrangères à Nouri al-Maliki, d'ailleurs aussitôt démenties par une récidive, ne changent pas le fait qu'après cet épisode sans gloire, **la France soit discréditée chez la majorité des Irakiens.**

L'Iran :

Il y a d'abord la question des droits de l'homme et des libertés en Iran à laquelle nous sommes très attachés. **Nicolas Sarkozy et le gouvernement brillent par l'absence d'une position ferme sur cette question pour inviter l'Iran à respecter ses engagements internationaux en la matière.** Les violations de ces droits sont quotidiennes et s'aggravent de jour en jour à l'approche des élections législatives qui auront lieu dans huit mois.

Il y a ensuite, le programme nucléaire iranien, qui pose évidemment problème. Sur cette question, il faut être clair et dire que l'Iran ne doit pas accéder à l'arme nucléaire. Il existe une unanimité au Conseil de sécurité dans ce sens. La plus haute autorité iranienne jure de son côté que son pays ne veut pas la bombe, mais qu'il ne renoncera jamais à son droit à l'énergie nucléaire. Cependant, il existe davantage que des soupçons sur la finalité du programme nucléaire iranien, étant donné que ce pays a, dans le passé, failli à ses obligations vis-à-vis de l'AIEA. Le Conseil de sécurité lui a demandé de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium et revenir à la table de négociations.

Mohammad El Baradei, Directeur général de l'AIEA, déploie en ce moment avec ses équipes des efforts considérables pour tenter de trouver une solution à la crise qui, d'une part, réponde aux inquiétudes légitimes de la communauté internationale et d'autre part sauve la face au régime iranien. **El Baradei décèle en ce moment des signaux encourageants en ce sens** : éclaircissements obtenus sur des faits passés posant problème, notamment des expériences sur le plutonium, et aussi ralentissement de l'activité des centrifugeuses installées sur le site de Natanz.

La déclaration de Nicolas Sarkozy sur « la bombe iranienne ou le bombardement de l'Iran » est, dans le meilleur des cas, inutile, inefficace et contre-productive. Il est tout à fait dommage que la France prenne en ce moment le contre-pied des efforts de l'AIEA en se rapprochant de l'attitude américaine et en envisageant même la mise en oeuvre de sanctions unilatérales, hors Nations Unies, s'ajoutant aux sanctions déjà arrêtées par le Conseil de Sécurité. Le jeu de mots de Nicolas Sarkozy, sur « la bombe ou le bombardement », pourrait se révéler contraire aux intérêts et à la sécurité de notre pays.

Comment expliquer que, d'une part, l'envoyé spécial français se rende en Iran avant la réunion inter-libanaise de La Celle Saint-Cloud pour obtenir l'accord de Téhéran, car cette réunion ne pouvait avoir lieu sans le feu vert de l'Iran et que la suite de cette initiative en dépend également, et d'autre part, en évoquant la proximité de l'alternative "soit la bombe, soit le bombardement", préparer les arguments qui pourraient justifier, le moment venu, une intervention américaine en Iran ? **L'incohérence de Nicolas Sarkozy cache mal son alignement sur la position de Georges Bush.** Nous préférons de beaucoup que la France soutienne résolument les efforts de Mohammad El Baradei et de l'AIEA, seule voie réaliste à nos yeux pour sortir de l'impasse actuelle.

L'Afghanistan :

Ce pays est l'exemple le plus frappant de l'incohérence des propositions de Nicolas Sarkozy et de son atlantisme réel.

Au moment de la prise d'otages français et face à l'exigence des talibans : le retrait des soldats français contre la libération des otages, le candidat Sarkozy, en avril 2007, a déclaré que la France « n'avait pas vocation à rester là-bas indéfiniment ». La déclaration du gouvernement français s'adressait aussi bien aux Talibans qu'à l'opinion publique pendant la campagne électorale. C'était l'époque où le candidat Sarkozy s'efforçait de diminuer son image atlantiste. En tout cas sa déclaration a satisfait les talibans.

Dans le discours de Sarkozy à la Conférence des ambassadeurs, on pouvait facilement déceler un message clair de soutien à l'adresse de Georges Bush : « **notre devoir, celui de l'Alliance atlantique, est ... d'accentuer nos efforts en Afghanistan** ». Certes, le Président Sarkozy a évité d'annoncer l'envoi des troupes supplémentaires ou le retrait de nos soldats et a parlé seulement du renforcement de nos formateurs au sein de l'armée afghane. Cette dernière proposition n'est pas mauvaise en soi, à condition que les formateurs français n'accompagnent pas l'armée afghane dans les combats, comme le font les instructeurs américains ou britanniques.

Il a annoncé sa décision « d'accentuer notre action d'aide à la reconstruction » de l'Afghanistan, mais proposant également de « nommer, sous l'autorité du président Karzaï, une personnalité de premier plan capable d'assurer une meilleure coordination entre actions militaires et initiatives civiles ». **C'est-à-dire, nommer un « proconsul » en Afghanistan.** Cette proposition a peu de chance d'être acceptée par Hamed Karzaï, sauf à lui faire perdre toute crédibilité chez les Afghans jaloux de leur indépendance. Supposons pourtant que la proposition de Nicolas Sarkozy se réalise. Elle renforcera en Afghanistan l'image d'un Hamed Karzaï parachuté de l'étranger, ce qui ne manquera pas de renforcer les Talibans qui prétendent lutter contre l'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN.

Mais avec Nicolas Sarkozy, on peut toujours s'attendre à des coups d'éclat. Quelques jours après son discours, Hervé Morin a annoncé, jeudi dernier, la décision de la France de redéployer ses avions de combats du Tadjikistan à l'intérieur de l'Afghanistan sur la base américaine à Kandahar. **C'est une évolution importante que nous ne devons pas ignorer. Je pense que le Parlement doit aussi avoir son mot à dire sur cette question.**

Cette décision ne change en rien le rapport de force militaire en Afghanistan. Sur la base militaire de Kandahar se trouve déjà 11 000 soldats étrangers et une centaine d'avions de combats américains et britanniques et d'autres pays. **Elle constitue seulement un message politique fort envoyé à Georges Bush et à l'OTAN.**

En dehors de cette tendance, la décision de Sarkozy est incompréhensible au moment où certains pays européens (Allemagne, Italie) et le Japon notamment s'interrogent sur le bien fondée d'une solution uniquement militaire et donc un renforcement de leurs troupes.

L'OTAN :

L'insistance mise par Nicolas SARKOZY à souligner que « les progrès de l'Europe de la Défense ne s'inscrivent en aucun cas dans une compétition avec l'OTAN » n'est pas innocente. Il faudra qu'il précise ce qu'il entend par cette formule : « je souhaite que dans les prochains mois nous avancions de front vers le renforcement de l'Europe de la Défense et vers une rénovation de l'OTAN et de sa relation avec la France ». Pilier européen de l'OTAN, au côté du pilier américain ? Quel équilibre, quelles concessions ? Quels partenaires ? On voit bien -et le Ministre de la Défense, Hervé Morin, en invitant à « ne pas chipoter avec l'OTAN »- que la perspective d'un retour de la France au sein de la structure militaire intégrée de l'Alliance avance avec force.

* *

*

Telle est la politique étrangère de Nicolas SARKOZY. Une politique sans vraie vision, animée par elle-même discrètement, de moins en moins discrètement d'ailleurs, atlantiste. Une politique sans grands moyens aussi -pour une France présente, il faudrait un Ministère des affaires étrangères soutenu, or son budget est exsangue.

Pas étonnant qu'elle suscite, à l'étranger, sévérité et scepticisme. Il nous revient d'éclairer les Français et de travailler à des alternatives. C'est une partie de notre travail sur la rénovation.

Pierre Moscovici